



Assemblée générale

Distr. générale
27 juillet 2012
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme

Forum social

Genève, 1^{er}-3 octobre 2012

Point 2 de l'ordre du jour provisoire

Mise en œuvre de la décision du Conseil des droits de l'homme figurant au paragraphe 6 de sa résolution 19/24, selon laquelle la session 2012 du Forum social devrait mettre l'accent sur le thème «développement et mondialisation axés sur l'être humain»

Rapport d'information soumis par la Haut-Commissaire aux droits de l'homme*

Résumé

Le présent rapport est consacré au développement et à la mondialisation axés sur l'être humain, thème retenu pour le Forum social de 2012 par la résolution 19/24 du Conseil des droits de l'homme. Il explique en détail ce que sont le développement et la gouvernance mondiale axés sur l'être humain à une époque de défis multiples et de transformation sociale, la promotion de mesures et décisions propices au développement participatif et à la gouvernance démocratique et le renforcement au niveau mondial d'un environnement propice au développement. Le rapport contient également un résumé des contributions reçues des États Membres et d'autres parties prenantes. Il propose dans ses conclusions un certain nombre de questions dont l'examen pourrait être approfondi par le Forum social de 2012, qui se tiendra à Genève, du 1^{er} au 3 octobre 2012.

* Soumission tardive.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction.....	1–3	
II. Le développement et la gouvernance mondiale axés sur l’être humain à une époque de défis multiples et de transformation sociale	4–18	
III. Promouvoir des mesures et des décisions propices au développement participatif et à la gouvernance démocratique	19–33	
A. Le développement participatif	19–24	
B. La gouvernance démocratique	25–28	
C. Les mouvements sociaux.....	29–33	
IV. Renforcement au niveau mondial d’un environnement propice au développement	34–47	
A. Le renforcement du partenariat mondial pour le développement	34–39	
B. Le financement du développement	40–47	
V. Conclusions et questions susceptibles d’être examinées.....	48	

I. Introduction

1. Comme le Conseil des droits de l'homme en a décidé dans sa résolution 6/13, le Forum social¹ est un espace unique de dialogue entre les représentants des États Membres, le système des droits de l'homme des Nations Unies, les organisations intergouvernementales et différents partenaires, y compris les organisations de la société civile et les organisations locales, sur des questions liées à l'environnement national et international nécessaire à la promotion et à l'exercice de tous les droits de l'homme par tous.

2. À sa dix-neuvième session, le Conseil a examiné le rapport du Forum social de 2011 (A/HRC/19/70) et a adopté la résolution 19/24, dans laquelle il a décidé que le Forum social de 2012 devrait mettre l'accent sur le thème «Développement et mondialisation axés sur l'être humain», et en particulier sur: a) le développement et la gouvernance mondiale axés sur l'être humain à une époque de défis multiples et de transformation sociale; b) la promotion de mesures et décisions propices au développement participatif et à la gouvernance démocratique, y compris à travers le rôle et la contribution de la société civile et des mouvements sociaux aux échelons communautaire, local et national; c) le renforcement au niveau mondial d'un environnement propice au développement, y compris par l'intermédiaire du système financier international, qui devrait contribuer à une croissance économique durable, inclusive et équitable, à un développement durable et à l'élimination de la faim et de la pauvreté dans les pays en développement, tout en créant les conditions propices à la mobilisation cohérente de toutes les sources de financement pour le développement.

3. Le présent rapport est soumis en application du paragraphe 8 de la résolution 19/24, dans laquelle le Conseil a prié la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de consulter tous les acteurs cités dans la résolution sur les questions susmentionnées, et de soumettre un rapport en tant que contribution de base aux dialogues et débats devant se dérouler pendant le Forum social de 2012, prévu du 1^{er} au 3 octobre 2012 à Genève. Le 3 mai 2012, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a adressé une note verbale aux États Membres et des lettres aux autres parties prenantes citées dans la résolution 19/24, les invitant à lui communiquer des contributions qui seraient incluses dans le présent rapport. Des contributions ont été reçues des pays et entités ci-après: Bahreïn, Colombie, Espagne, Grèce, Bureau du Défenseur du peuple du Panama, Médiateur pour la défense des droits de l'homme d'El Salvador, Commission nationale des droits de l'homme de l'Inde, Institution nationale des droits de l'homme du Nicaragua, Commission sud-africaine des droits de l'homme, Organisation internationale du Travail, Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Conseil de l'Europe, Agence de diffusion de droit international humanitaire en Afrique centrale (ADDIHAC), Association Communauté Pape Jean XXIII (APG 23), ATD Quart Monde, CIVICUS: Alliance mondiale pour la participation citoyenne, Fondation Friedrich-Ebert-Stiftung (FES), Institut international Marie Auxiliatrice (IIMA), Comité des ONG sur le financement du développement, Social Justice in Global Development, Women Sport International et Women's Sport Foundation, ainsi que de la Rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté.

¹ Pour en savoir plus sur le Forum social, voir à l'adresse suivante: www.ohchr.org/EN/issues/poverty/sforum/pages/sforumindex.aspx.

II. Le développement et la gouvernance mondiale axés sur l'être humain à une époque de défis multiples et de transformation sociale

4. Dans un monde interdépendant confronté à des crises étroitement liées entre elles et à des bouleversements, les appels à la dignité, à la démocratie et à la liberté soulignent l'urgence qu'il y a à remédier aux problèmes mondiaux, pour le bien-être de tous les peuples et de notre planète. Des personnes de toutes conditions partout dans le monde sont touchées par les crises économique, financière, alimentaire, énergétique, climatique et autres auxquelles l'ensemble de l'humanité doit faire face, les plus vulnérables payant le plus lourd tribut. Toute société en mutation doit être guidée par le principe selon lequel le respect des droits de l'homme, fondé sur la dignité humaine, est le socle qui confère leur légitimité aux initiatives des gouvernements, des institutions internationales, des sociétés, des entreprises commerciales et de la société civile. Dans un monde interdépendant, leurs initiatives – et leur manque d'initiative – ont de telles répercussions sur la vie des habitants de la planète qu'il est parfois difficile de faire la distinction entre niveau mondial et niveau local. Dans ce cadre, le développement mondial et la gouvernance mondiale doivent être guidés par les obligations internationales auxquelles tous les États ont souscrit, et par lesquelles ils sont liés.

5. Lorsque «les peuples» des Nations Unies se sont réunis en tant que représentants de l'humanité sous l'égide de la Charte des Nations Unies, s'appuyant sur les trois piliers indissociables que sont les droits de l'homme, la paix et le développement, ils ont parlé d'une seule voix, animés par la volonté commune de préserver les générations futures du fléau de la guerre, de proclamer à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité des droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites. Ils se sont engagés à favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande et à recourir à la coopération internationale pour résoudre les problèmes internationaux et veiller au respect des droits et des libertés. Dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, les États ont reconnu que tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droit. Ils ont affirmé que toute personne a le droit à ce que règne, sur le plan social et sur le plan international, un ordre tel que les droits et libertés énoncés dans la Déclaration puissent y trouver plein effet, et que l'individu a des devoirs envers la communauté.

6. Dans les années qui ont suivi, on a assisté au développement progressif du droit international des droits de l'homme. Ainsi, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et la Convention relative aux droits de l'enfant ont instauré des obligations en matière de collaboration internationale entre États, qui ont ensuite été précisées dans des Observations générales. Pour compléter ces instruments, des experts se sont employés à clarifier le contenu des obligations extraterritoriales dans le domaine des droits économiques, sociaux et culturels, travail qui a débouché sur les Principes de Limbourg, les Directives de Maastricht relatives aux violations des droits économiques, sociaux et culturels et, plus récemment, les Principes de Maastricht relatifs aux obligations extraterritoriales des États dans le domaine des droits économiques, sociaux et culturels, qui définissent les aspects positifs et négatifs des obligations des États à l'égard des individus se trouvant en dehors de leur territoire.

7. Les dégâts importants causés à l'environnement ont provoqué à la longue une crise écologique, qui place désormais l'environnement au cœur des préoccupations mondiales. La notion de développement durable, qui tient compte des dimensions économiques, sociales et environnementales de la satisfaction des besoins actuels, sans compromettre celle des besoins des générations futures, a été inscrite à de nombreuses reprises au

programme international de développement, dont la version la plus récente a été élaborée lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable Rio+20.

8. Une croissance partagée, équitable et durable n'est possible que si le développement est axé sur l'être humain. La déclaration de Rio de 1992 sur l'environnement et le développement reconnaissait que «les êtres humains sont au centre des préoccupations relatives au développement durable. Ils ont droit à une vie saine et productive en harmonie avec la nature»². La Déclaration et le Programme d'action de Vienne de 1993 affirment à cet égard que «le droit au développement devrait se réaliser de manière à satisfaire équitablement les besoins des générations actuelles et futures en matière de développement et d'environnement»³.

9. Depuis les années 1990, la promotion et la protection des droits de l'homme et la poursuite de l'intégration des droits de l'homme dans les programmes de développement ont pris beaucoup d'importance dans les travaux de l'ONU. La Déclaration et le Programme d'action de Vienne disposent que «la personne humaine est le sujet central du développement» et demandent aux États de «coopérer pour assurer le développement et éliminer les obstacles qui s'y opposent»⁴. De plus, à l'issue du Sommet mondial pour le développement social, qui s'est déroulé en mars 1995 à Copenhague, les gouvernements ont adopté une Déclaration et un Programme d'action représentant un nouveau consensus sur la nécessité de placer l'être humain au centre du développement⁵. Aux termes de la Déclaration, les 117 chefs de gouvernement se sont engagés à œuvrer pour l'élimination de la pauvreté, la recherche du plein emploi et la promotion de sociétés stables, sûres et justes pour atteindre les principaux objectifs du développement.

10. La Déclaration du Millénaire défend les valeurs fondamentales que sont la liberté, l'égalité, la solidarité, la tolérance, le respect de la nature et le partage des responsabilités et présente une conception clairvoyante de la mondialisation axée sur l'être humain. Le paragraphe 5 affirme que: «Nous sommes convaincus que le principal défi que nous devons relever aujourd'hui est de faire en sorte que la mondialisation devienne une force positive pour l'humanité tout entière. Car, si elle offre des possibilités immenses, à l'heure actuelle ses bienfaits sont très inégalement répartis, de même que les charges qu'elle impose. [...] La mondialisation ne sera donc profitable à tous, de façon équitable, que si un effort important et soutenu est consenti pour bâtir un avenir commun fondé sur la condition que nous partageons en tant qu'êtres humains, dans toute sa diversité»⁶. Le document final du Sommet mondial de 2005 réaffirmait lui aussi que «le développement est un objectif essentiel en soi et que le développement durable dans ses dimensions économiques, sociales et écologiques constitue un élément fondamental du cadre général de l'action de l'Organisation des Nations Unies»⁷. De plus, dans son rapport de 2005 intitulé «Dans une liberté plus grande», le Secrétaire général réaffirmait l'existence d'un lien indissociable entre développement et droits de l'homme, affirmant qu'il ne peut y avoir de développement si les droits de l'homme ne sont pas respectés et que les droits de l'homme ne peuvent s'exercer en l'absence de développement⁸.

11. Malgré tous ces engagements et après des décennies de croissance et de mondialisation, des millions de personnes sont toujours privées de démocratie, de liberté et de dignité. Le message de la société civile, proclamé dans les rues et répercuté dans le

² Pour en savoir plus, voir E/CN.17/1997/8.

³ Pour en savoir plus, voir A/CONF.157/23.

⁴ Pour en savoir plus, voir A/CONF.157/23.

⁵ Pour en savoir plus, voir A/CONF.166/9.

⁶ Pour en savoir plus, voir A/RES/55/2.

⁷ Pour en savoir plus, voir A/RES/60/1.

⁸ Pour en savoir plus, voir A/59/2005.

monde entier grâce aux nouvelles technologies de la communication et aux réseaux sociaux est qu'il y a développement lorsque tous les êtres humains vivent à l'abri du besoin et de la peur, sans discrimination. Malgré l'interdépendance entre droits de l'homme, paix et développement, le développement a été assimilé dans la pratique à la croissance économique et seuls ses aspects matériels ont été mesurés, essentiellement au moyen du produit intérieur brut des pays. Les effets négatifs et les lacunes résultant de la non-prise en compte des autres dimensions du développement se sont accumulés au fil des années et ont provoqué une convergence de crises, qui se manifestent notamment par des inégalités et une pauvreté à grande échelle.

12. Dans cette optique, le Médiateur pour la Défense des droits de l'homme d'El Salvador a montré dans sa contribution au présent rapport comment son pays avait appliqué le modèle de développement adopté en Amérique latine, qui est réputé n'avoir pas été bénéfique à la population. Le Médiateur imputait cet échec au fait que le développement était considéré comme synonyme uniquement de création de richesse ou de croissance économique. Cette notion restreinte du développement ne correspond pas aux principes relatifs aux droits de l'homme et peut empêcher les individus, qui sont les bénéficiaires légitimes du développement, de profiter de ses retombées. La Commission nationale des droits de l'homme de l'Inde a constaté par exemple que les taux élevés de croissance économique enregistrés par le pays n'ont pas bénéficié équitablement à toutes les couches de la société et toutes les régions du pays. Suite à une mission effectuée au Timor-Leste, la Rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté a affirmé l'importance d'une croissance partagée, équitable et durable. Elle a signalé que «des indicateurs faisant état d'une croissance macroéconomique rapide masquent une dure réalité faite de pauvreté persistante et d'inégalités croissantes» et a réclamé des politiques économiques et sociales qui garantissent à l'ensemble de la population la jouissance des droits de l'homme⁹.

13. Le Gouvernement du Bhoutan utilise une méthode novatrice qui répond au besoin de nouvelles mesures du développement. Délaissant le système actuel basé sur le PIB, le Bhoutan cherche avec l'indice du Bonheur national brut (BNB) à évaluer le bonheur et le bien-être de sa population en accordant autant d'importance aux aspects non économiques qu'aux aspects économique de son bien-être¹⁰. Le concept de BNB repose sur quatre piliers: 1) la bonne gouvernance; 2) un développement socioéconomique durable; 3) la préservation de la culture; et 4) la protection de l'environnement¹¹. Au niveau mondial, l'indice de richesse globale, qui comprend un ensemble d'indicateurs visant à mesurer la viabilité en utilisant d'autres critères que le produit intérieur brut (PIB) et l'indice du développement humain (IDH) traditionnellement utilisés pour l'économie et le développement, a été lancé récemment par le Programme international sur les dimensions humaines des changements planétaires, en collaboration avec l'Université des Nations Unies et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)¹². On peut également trouver en Équateur et dans l'État plurinational de Bolivie, dont la Constitution s'articule autour de l'idée du *Buen Vivir* (bien vivre), faisant appel au développement durable, à la paix et à l'harmonie, des exemples d'approche globale du développement¹³.

14. Le Royaume de Bahreïn a décrit ses politiques économiques et financières élaborées conformément aux principes directeurs énoncés dans son programme économique à

⁹ Pour en savoir plus, voir à l'adresse suivante: www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=12271&LangID=E.

¹⁰ Pour en savoir plus, voir à l'adresse suivante: www.gnhc.gov.bt/.

¹¹ Pour en savoir plus, voir www.2apr.gov.bt/images/BhutanReport_WEB_F.pdf.

¹² Le Rapport sur la richesse globale 2012 peut être téléchargé à l'adresse suivante: <http://api.cld.me/2k0k300R1W0A422j0U1i/download/IWR%20Lo-Res.pdf>.

¹³ Jorge Ishizawa, *Development dialogue*, n° 59, juin 2012, p. 31.

l'horizon 2030. Ce dernier repose sur trois piliers interdépendants, à savoir investir dans les activités d'avenir pour asseoir sur des bases solides la prospérité économique, atteindre un niveau de compétitivité élevé dans l'économie mondiale et créer un large socle de prospérité qui offre à chaque individu les moyens nécessaires et des possibilités.

15. De nombreuses entraves à l'exercice des droits de l'homme – changements climatiques, catastrophes naturelles, épidémies, chômage, migrations, déplacements, violence et guerre, traite des êtres humains et déversement de déchets toxiques – ignorent les frontières, menacent la vie et la subsistance de millions de personnes et compromettent la réalisation des objectifs de justice sociale, de paix et de sécurité. Ces problèmes appellent des solutions internationales et globales. D'après la Haut-Commissaire aux droits de l'homme, le droit au développement est une réponse aux enjeux contemporains. Le passage progressif à une économie mondiale unique fait appel à notre humanité commune et à nos responsabilités communes mais différenciées. S'acheminer vers une gouvernance économique mondiale plus démocratique, partagée et participative créera un environnement propice au développement¹⁴. De même, l'Experte indépendante sur les droits de l'homme et la solidarité internationale, Virginia Dandan, a déclaré que les défis contemporains exigent un changement de mentalité dans la manière dont les décisions sont prises et dont les mesures sont appliquées, afin de retrouver et de redécouvrir les valeurs traditionnelles de l'humanité tout entière comme la solidarité, qui sont les postes avancés sur la frontière séparant l'ordre du chaos¹⁵.

16. Dans sa contribution au présent rapport, le Conseil de l'Europe a préconisé d'adopter un modèle de développement qui met l'accent sur la dignité des personnes en leur donnant davantage les moyens de faire des choix libres sur le plan social, politique et économique et d'exercer ainsi pleinement leurs droits. La mondialisation s'est souvent accompagnée de la libéralisation économique, des privatisations et de la déréglementation des finances, du commerce et de l'investissement qui s'effectuent souvent aux dépens des droits de l'homme. À cet égard, l'Institution nationale des droits de l'homme du Nicaragua a déclaré que, si la mondialisation économique offrait de nouvelles possibilités de développement, elle générerait aussi de nouveaux dangers et marginalisait certains pays, groupes et individus. À ce titre, des chercheurs ont indiqué que le droit au développement peut servir de passerelle entre les pays développés et les pays en développement, en orientant les politiques menées dans des domaines comme les changements climatiques, l'aide extérieure, le commerce, l'accès aux médicaments, l'investissement, le transfert de technologie et l'allègement de la dette¹⁶. De plus, mettre l'accent sur le droit au développement peut aider les gens à prendre conscience du fait que la mondialisation est un processus politique et public auquel il est possible de s'opposer et non une force irrésistible qui rattrapera fatalement tous les États¹⁷.

17. La crise financière mondiale qui vient d'avoir lieu illustre le risque que pose l'existence de systèmes financiers interdépendants et insuffisamment réglementés. D'après le Gouvernement colombien, il faudra réformer en profondeur l'architecture financière mondiale pour faire face à la crise financière. La Colombie a insisté sur le fait que ces réformes devaient tendre principalement à renforcer les institutions existantes, en

¹⁴ Voir www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=11583&LangID=E.

¹⁵ Déclaration de l'Experte indépendante sur les droits de l'homme et la solidarité internationale, Virginia Dandan, à l'occasion de la Journée internationale de la solidarité humaine, le 20 décembre 2011, que l'on peut consulter à l'adresse suivante: www.un.org/esa/socdev/documents/intldays/solidarity/Dandan-Message.pdf.

¹⁶ Vítit Muntarhorn, «The right to development as a bridge-builder for globalization». Le rapport peut être téléchargé à l'adresse suivante: www.fes.de/gpol/pdf/rtd_muntarhorn-comment.pdf.

¹⁷ Voir Anne Orford, «Globalization and the right to development», in Philip Alston (dir. publ.), *Peoples' Rights*, Oxford University Press (2001), p. 127 à 184.

améliorant leur gouvernance et en les rendant plus équitables. Elle a recommandé que les États exigent un plus grand engagement de la part du secteur privé, dont l'influence se fait sentir dans tous les aspects de la vie économique, sociale, politique et dans le domaine de l'environnement. L'importance du secteur privé a également été mise en relief par la Commission sud-africaine des droits de l'homme, qui a souligné qu'il fallait faire en sorte que le secteur privé ait à répondre du respect des droits de l'homme.

18. Le développement axé sur l'être humain exige que l'on repense la mondialisation et le développement en les considérant non seulement comme des processus économiques, mais en prenant également en compte leurs aspects sociaux, culturels, politiques et environnementaux ainsi que les impératifs des droits de l'homme, y compris le droit au développement. La mondialisation désigne un processus par lequel l'ensemble des États, peuples et institutions sont toujours plus étroitement liés les uns aux autres. Ce processus ne doit pas nécessairement avoir des effets néfastes s'il se déroule dans le cadre d'une approche du développement fondée sur les droits de l'homme.

III. Promouvoir des mesures et des décisions propices au développement participatif et à la gouvernance démocratique

A. Le développement participatif

19. La participation est un élément nécessaire d'une approche du développement et de la mondialisation fondés sur les droits de l'homme. De fait, le concept d'une participation active, libre et constructive est un élément fondamental du droit au développement. D'après la Rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté, la participation est un droit de l'homme fondamental qui est également essentiel à l'efficacité des politiques de développement. Du point de vue des droits de l'homme, il faut s'assurer, dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes de développement, de la participation des groupes les plus vulnérables et les plus défavorisés de la société comme les minorités ethniques, les peuples autochtones et les personnes handicapées. Dans les communications qu'ils ont présentées aux fins de l'établissement du présent rapport, le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'ONG ATD Quart Monde ont également mis l'accent sur l'importance du développement participatif. ATD Quart Monde estime que ce sont les personnes vivant dans l'extrême pauvreté qui profitent le moins des retombées du développement et de la mondialisation, alors que leurs effets négatifs les frappent de manière disproportionnée en compromettant leurs moyens de subsistance et que le développement ne sera efficace que grâce à la participation de tous, y compris des plus pauvres des pauvres car les personnes vivant dans l'extrême pauvreté sont celles qui sont le plus au fait de l'extrême pauvreté et des questions de développement, car elles les vivent au quotidien.

20. Le développement participatif est incarné notamment par les sociétés coopératives, qui sont des modèles économiques axés sur l'être humain dont le but est de contribuer à la réduction de la pauvreté, à la création d'emplois et à l'intégration sociale. Ces coopératives peuvent jouer un rôle dans la promotion des droits de l'homme. Elles peuvent favoriser l'intégration et la cohésion sociales rendant des groupes de personnes pauvres et marginalisées plus autonomes. Elles peuvent contribuer à la promotion de l'égalité entre les sexes et à l'autonomisation sociale et économique des femmes. L'Assemblée générale a

reconnu leur importance et a proclamé l'année 2012 Année internationale des coopératives, avec pour thème «Les coopératives, des entreprises pour un monde meilleur»¹⁸.

21. Des gouvernements, des institutions nationales des droits de l'homme, des institutions des Nations Unies et des ONG ont fourni d'autres exemples de développement participatif pour l'établissement du présent rapport. Le Gouvernement espagnol a décrit dans ce cadre sa Commission économique et sociale, composée de 61 membres représentant différents secteurs de la société (syndicats, entreprises, organisations de consommateurs, coopératives, agriculture et secteur maritime). La Commission des droits de l'homme sud-africaine a affirmé que la mise en œuvre du programme d'amélioration d'accès à l'eau et à l'assainissement d'Afrique du Sud a été un succès grâce aux réunions participatives organisées entre responsables gouvernementaux, représentants des entreprises et groupes défavorisés.

22. Dans sa communication, le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU a demandé la levée des obstacles à la participation. Il a déclaré que «la cohésion et la solidarité sociales sont indispensables au développement et au progrès social, et les efforts visant à mettre en place et à renforcer des institutions et mécanismes qui encouragent l'intégration sociale doivent être maintenus sur le long terme». Dans sa contribution, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a souligné l'importance des «processus de prise de décisions participatifs» tout en prenant acte du fait que 925 millions de personnes souffrent de la faim.

23. L'Association Communauté Pape Jean XXIII (APG 23) a présenté une expérience réussie menée dans le cadre de ses projets de développement participatifs (au Kenya, en République-Unie de Tanzanie et en Zambie). D'après l'association, le projet Rainbow, qui est son programme de soins de santé pour les orphelins et les enfants vulnérables, a donné à des familles vulnérables les moyens de se prendre en charge grâce à l'accès au microcrédit, instaurant par là un modèle de développement axé sur l'être humain efficace. La participation communautaire a joué un rôle essentiel dans le succès du projet dans la mesure où les personnes vivant dans l'extrême pauvreté, à qui il était destiné, étaient directement impliquées dans la planification et la prise de décisions.

24. Deux ONG, Women Sport International et Women's Sport Foundation, ont proposé une méthode novatrice d'autonomisation des femmes par leur engagement dans une activité sportive. Ces organisations ont constaté que la possibilité d'adopter un mode de vie actif qu'elles ont choisi et d'avoir une image positive d'elles-mêmes a eu une influence considérable sur les jeunes filles.

B. La gouvernance démocratique

25. La Déclaration et le Programme d'action de Vienne reconnaissaient que la démocratie, le développement et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales sont des éléments interdépendants qui se renforcent mutuellement. Le principe de gouvernance démocratique énoncé dans l'article 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans l'article 25 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques est crucial pour instaurer des conditions propices à un développement durable, équitable et inclusif. Dans les pays en conflit ou dans une situation d'après conflit et dans les pays en transition vers la démocratie, dans lesquels il convient de rétablir des conditions de paix et de sécurité, c'est essentiellement de la gouvernance démocratique que dépendent le développement et l'exercice des droits de l'homme. La mise

¹⁸ Pour obtenir des renseignements plus détaillés, voir à l'adresse: <http://social.un.org/coopsyear/global-launch.html>.

en place de celle-ci exige un effort collectif de la part des États, de la société civile, des entreprises, de la communauté internationale et des individus.

26. Les États et les autres partenaires concernés devraient envisager la gouvernance démocratique dans le cadre du développement et de la mondialisation axés sur l'être humain. Dans sa «Déclaration au nom de la société civile à l'occasion de la treizième session de la Conférence», un groupe d'ONG a avancé que «les droits de l'homme ne peuvent être pleinement réalisés que si les États et les institutions sont démocratiquement responsables»¹⁹. Cet appel à une responsabilité renforcée en matière de droits de l'homme, a été relayé par la Haut-Commissaire aux droits de l'homme, qui a déclaré qu'il nous faut encourager la cohérence des politiques et la prise en compte systématique des droits de l'homme, y compris du droit au développement, dans tous les secteurs, dans toutes les institutions et à tous les niveaux de gouvernance. Les aspirations de l'homme au bien-être ne peuvent être réalisées que lorsqu'il existe un puissant dispositif de responsabilisation²⁰.

27. Le Médiateur pour la défense des droits de l'homme d'El Salvador a déclaré qu'il était essentiel de parvenir à une véritable gouvernance démocratique qui transcende la démocratie électorale. Dans cette contribution, le Médiateur estime également que la gouvernance devrait se caractériser par le plein respect des droits de l'homme, la transparence, la responsabilité, la promotion de la participation sociale, l'efficacité et l'amélioration permanente et il exhorte les gouvernements à éliminer les mauvaises pratiques que sont le secret, la corruption, la bureaucratie et le népotisme. De même, le Bureau du Défenseur du peuple du Panama a estimé que l'abus de pouvoir de personnes investies de charges officielles constituait un obstacle au développement et a affirmé qu'il fallait donner aux organisations de la société civile les moyens d'éliminer ces mauvaises pratiques.

28. Des mauvaises pratiques comme la corruption peuvent constituer des obstacles puissants à la gouvernance démocratique. Saluant l'adoption de la Convention des Nations Unies contre la corruption²¹, l'ancien Secrétaire général, M. Kofi Annan a déclaré: «La corruption est un mal insidieux dont les effets sont aussi multiples que délétères. Elle sape la démocratie et l'état de droit, entraîne des violations des droits de l'homme, fausse le jeu des marchés, nuit à la qualité de la vie et crée un terrain propice à la criminalité organisée, au terrorisme et à d'autres phénomènes qui menacent la sécurité humaine... La corruption est l'une des grandes causes des mauvais résultats économique et un obstacle de taille au développement et à l'atténuation de la pauvreté». Les États peuvent favoriser un environnement propice au développement axé sur l'être humain en agissant avec détermination pour éliminer la corruption et améliorer la gouvernance démocratique.

C. Les mouvements sociaux

29. Au cours de l'histoire, les mouvements sociaux ont été vecteurs de changements radicaux. La solidarité en matière de droits de l'homme a servi à mobiliser les peuples opprimés poursuivant des objectifs communs, notamment dans la lutte contre le racisme, l'apartheid, l'occupation étrangère, la domination coloniale, les régimes dictatoriaux et autres violations flagrantes des droits de l'homme. On a vu récemment des populations prendre toutes sortes d'initiatives pour faire régner la justice sociale et exercer leurs droits et libertés. L'accumulation des revendications populaires face à l'injustice a déclenché des

¹⁹ Pour en savoir plus, voir la Déclaration au nom de la société civile à l'occasion de la treizième session de la Conférence: Résumé (TD/463).

²⁰ Pour en savoir plus, voir: www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=11583&LangID=E.

²¹ Résolution 58/4 de l'Assemblée générale.

luttres de grande ampleur pour une transformation politique et sociale. Les mouvements démocratiques auxquels on assiste depuis début 2011 dans la région arabe illustrent ce phénomène. Des mouvements sociaux comme le «Printemps arabe» et le mouvement «Occupy» traduisent le mécontentement des populations face à ce qui leur apparaît comme l'injustice et l'iniquité des processus actuels de gouvernance et de développement.

30. Le Printemps arabe, par exemple, a montré la capacité des jeunes et des réseaux sociaux à mobiliser la société civile et à provoquer des changements. Pour Hend Nasiri, une jeune Yéménite de 21 ans, c'est la jeunesse qui mène la révolution. Elle lui a donné espoir et l'a poussée à se rassembler pour réclamer ses droits. M^{me} Nasiri a cofondé des organisations visant à sensibiliser la population aux droits de l'homme, y compris au «droit à l'éducation, à une nationalité, à la sécurité sociale universelle et aux soins de santé»²².

31. L'Agence de diffusion de droit international humanitaire en Afrique centrale (ADDIHAC) s'est intéressée tout particulièrement aux jeunes, notamment à leur droit à l'éducation. Elle a estimé que l'éducation permet aux jeunes gens de devenir autonomes, de prendre leur place dans la société et d'être responsables d'eux-mêmes, de leur famille et de leur communauté. L'ADDIHAC a également souligné que la solidarité et le respect de la dignité humaine peuvent contribuer au succès d'un véritable développement.

32. Il convient de souligner tout particulièrement le rôle joué par les réseaux sociaux lors des récents mouvements sociaux. Par le biais d'outils comme Facebook, Youtube, Twitter et Flickr, les réseaux sociaux ont relayé les revendications de ceux qui voulaient faire valoir leurs droits. Ils ont aidé les militants à organiser des manifestations pacifiques et à faire connaître leur lutte à Tunis, au Caire, à Madrid, à New York et dans d'autres villes du monde, parfois face à une violente répression. Ils ont soutenu l'exercice effectif de la liberté et de la dignité et ont contribué à la prise de conscience de la valeur des droits de l'homme énoncés à l'article 14 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

33. Par ailleurs, CIVICUS: Alliance mondiale pour la participation citoyenne a évoqué les limites que la réglementation par les autorités d'Internet, des téléphones mobiles et des réseaux sociaux a imposé à l'action des citoyens. Selon l'Alliance, les efforts de mobilisation des citoyens sont entravés par les mesures prises par les gouvernements pour limiter la liberté d'Internet en censurant des sites Web et par l'adoption de lois limitant l'accès à certaines informations ainsi que leur diffusion.

IV. Renforcement au niveau mondial d'un environnement propice au développement

A. Le renforcement du partenariat mondial pour le développement

34. La Charte des Nations Unies souligne l'importance de la coopération internationale. Son Article 56 énonce que «les membres s'engagent [...] à agir, tant conjointement que séparément, en coopération avec l'Organisation» afin de protéger et de promouvoir les droits de l'homme et les libertés fondamentales pour tous. La Déclaration sur le droit au développement réitère cet appel à la coopération entre États. De plus, la Déclaration et le Programme d'action de Vienne demandent à la communauté internationale de «promouvoir

²² Pour en savoir plus, voir à l'adresse suivante: www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/TheYouthOfYemenInTheArabSpring.aspx.

une coopération internationale efficace pour éliminer [les] obstacles et réaliser le droit au développement²³.

35. La Déclaration du Millénaire adoptée au tournant du millénaire est devenue un programme pour les gouvernements de la planète, l'ONU et ses partenaires du développement, qui se sont engagés ensemble à faire du droit au développement une réalité, à promouvoir la démocratie et à renforcer l'état de droit, ainsi qu'à respecter les droits de l'homme et les libertés fondamentales internationalement reconnus. L'objectif n° 8 du Millénaire pour le développement concerne directement le droit au développement et poursuit les buts suivants: a) poursuivre la mise en place d'un système commercial et financier multilatéral ouvert, fondé sur des règles, prévisible et non discriminatoire; b) répondre aux besoins particuliers des pays les moins avancés; c) répondre aux besoins particuliers des petits États insulaires en développement; d) traiter globalement le problème de la dette des pays en développement; e) en coopération avec l'industrie pharmaceutique, rendre les médicaments essentiels disponibles et abordables dans les pays en développement; et f) en coopération avec le secteur privé, faire en sorte que les nouvelles technologies, en particulier les technologies de l'information et de la communication, soient à la portée de tous²⁴.

36. Le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat a déclaré dans sa contribution que la communauté internationale avait la responsabilité de réduire la pauvreté en encourageant l'adoption de mesures d'investissement social plus efficaces pour davantage d'équité et une plus grande solidarité. Il a estimé que ces engagements devaient également se traduire par une aide accrue et par l'ouverture des marchés aux produits des pays en développement.

37. Il va sans dire que c'est aux États qu'incombe au premier chef de promouvoir et de protéger l'ensemble des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris le droit au développement. Cependant, d'après l'Association Communauté Pape Jean XXIII (APG 23), de nombreux pays en développement ne sont pas en mesure de réaliser les droits économiques, sociaux et culturels fondamentaux de leurs citoyens. Ils manquent souvent des ressources financières et des capacités techniques qui leur permettraient de s'acquitter efficacement de leurs obligations s'agissant des droits économiques, sociaux et culturels de leurs citoyens. L'Institut international Marie Auxiliatrice (IIMA) appelle la communauté internationale à faire preuve de responsabilité, faisant valoir que, lorsque d'autres pays ne peuvent atteindre cet objectif fondamental ou lorsque l'environnement international ne permet pas sa réalisation, la communauté internationale devrait être appelée à agir comme l'exige l'objectif du Millénaire pour le développement n° 8, qui vise à la mise en place d'un partenariat mondial pour le développement.

38. En 2009, les dirigeants de la planète, réunis lors du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire, qui s'est tenu à Rome du 16 au 18 novembre 2009, sont convenus d'essayer d'inverser la baisse des financements nationaux et internationaux pour la production alimentaire et d'encourager de nouveaux investissements dans le secteur de l'agriculture²⁵. L'agriculture et le droit à l'alimentation devraient être un objectif prioritaire du programme international de développement et les États devraient honorer les engagements qu'ils ont pris au Sommet mondial de l'alimentation de favoriser l'accès à l'alimentation en renforçant leur aide au développement de l'agriculture et de s'attaquer à la menace que représentent les changements climatiques pour la production alimentaire.

²³ Déclaration et Programme d'action de Vienne, première partie, par. 10.

²⁴ Pour en savoir plus, consulter le site www.un.org/fr/millenniumgoals/global.shtml.

²⁵ Pour en savoir plus, consulter le site www.fao.org/wsfs/sommet-mondial.fr.

39. Le partenariat mondial a également un rôle fondamental à jouer dans le domaine de la santé. Le droit à la santé, droit fondamental consacré par l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, est une condition préalable importante à l'exercice d'autres droits de l'homme. Dans sa contribution au rapport, la fondation Friedrich-Ebert-Stiftung a présenté sa publication sur une approche novatrice du régime mondial de la santé. Le rapport propose la création d'un fonds mondial d'impacts sur la santé, qui financerait la recherche médicale, garantirait aux chercheurs une juste rétribution et garderait leurs découvertes dans le domaine public, améliorant par-là l'accès aux soins de santé²⁶.

B. Le financement du développement

40. S'agissant de la recherche de nouvelles sources de financement du développement, l'*Étude sur la situation économique et sociale, 2012* analyse les mécanismes existants et ceux qui sont proposés pour trouver de nouveaux modes de financement du développement complétant l'aide publique au développement traditionnelle. L'Étude souligne le potentiel des mécanismes novateurs de financement du développement, mais conclut que la réalisation de ce potentiel nécessitera de nouveaux types d'accords internationaux et des réformes de la gouvernance mondiale²⁷.

41. Le Cadre du financement du développement (FFD) décrit des méthodes novatrices de création d'un environnement mondial propice au développement. Les conclusions de la Conférence de Monterrey sur le financement du développement de 2002, de sa Conférence d'examen, qui s'est tenue à Doha en 2008, et la Déclaration de Doha sur le financement du développement plaident en faveur d'une réforme mondiale des mécanismes financiers internationaux et de l'aide au développement. Des ONG ont également préconisé la réforme du processus de financement du développement. Dans sa contribution, l'ONG Social Justice in Global Development a réclamé la création d'un mécanisme permanent chargé de la mise en œuvre du programme de financement du développement et a proposé de remplacer les réunions de haut niveau du Conseil économique et social et les dialogues de haut niveau de l'Assemblée générale sur le financement du développement par un nouveau comité de coordination relevant du Conseil de manière à obtenir des résultats tangibles et un suivi orienté vers l'action. Un financement du développement adéquat requiert l'existence de mécanismes et de techniques appropriés pour la fourniture de l'aide au développement, notamment l'engagement des pays donateurs et bénéficiaires ainsi que des fonds suffisants.

42. Par exemple, les pays en développement devraient mener des politiques nationales pour lutter contre la faim et la pauvreté, tandis que les pays développés appuieraient leur mise en œuvre au moyen de l'aide publique au développement (APD). Cependant, les pays développés n'ont pas toujours tenu leurs engagements. Selon le Comité des ONG sur le financement du développement, tous les pays devraient progresser plus rapidement vers la réalisation de l'objectif visant à consacrer 0,7 % du revenu national brut à l'APD ... en adoptant les échéances à tenir pour atteindre cet objectif d'ici à 2015 au plus tard. Une augmentation, même faible, de l'aide au développement pourrait avoir des effets

²⁶ Pour en savoir plus sur le Fonds d'impacts sur la santé, voir Thomas Pogge, «Getting the incentives right: The Health Impact Fund. A concrete contribution to global justice and an innovation in global health», Friedrich-Ebert-Stiftung, juillet 2011. L'article peut être téléchargé à l'adresse suivante: [http://library.fes.de/programme de formation/files/iez/08344.pdf](http://library.fes.de/programme%20de%20formation/files/iez/08344.pdf).

²⁷ *Étude sur la situation économique et sociale 2012 À la recherche de nouveaux modes de financement du développement*, Département des affaires économiques et sociales de l'ONU. Le texte complet du rapport peut être consulté sur: www.un.org/en/development/desa/policy/wess/wess_current/2012_wess_overview_fr.pdf.

importants. D'après les calculs de l'Organisation internationale du Travail, moins de 2 % du produit intérieur brut (PIB) mondial pourrait assurer à tous les pauvres du monde un niveau de sécurité sociale de base et 6 % du PIB mondial permettrait de garantir à tout un chacun le droit à un ensemble de prestations fondamentales comme l'eau, l'alimentation, l'éducation et la santé²⁸.

43. Le Comité des ONG sur le financement du développement a proposé dans sa contribution d'instaurer de nouvelles taxes sur les transactions financières afin de générer des fonds supplémentaires pour le développement. Il a avancé qu'il était techniquement possible de concevoir de telles taxes, qu'elles pouvaient être mises en œuvre de manière efficace et qu'elles permettraient d'obtenir davantage de fonds que tous les instruments de financement innovants mis en place jusqu'à présent. De plus, le Comité a estimé que ces taxes «amélioreront la progressivité et la redistribution fiscales ... réduiront le risque systémique et la probabilité de crises futures, et aligneront les incitations du secteur financier sur celles de l'économie réelle». Outre cette proposition de taxe, le Comité a insisté sur la responsabilité qui incombe aux pays en développement d'élaborer des systèmes d'imposition justes qui favorisent une redistribution équitable des richesses.

44. Plusieurs titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme ont plaidé collectivement en faveur de l'adoption d'une taxe mondiale sur les transactions financières pour compenser les coûts des crises économiques, financières, climatiques, alimentaires et énergétiques persistantes, et favoriser l'exercice des droits de l'homme. Dans une déclaration conjointe, les experts indépendants de l'ONU sur l'extrême pauvreté, sur le droit à l'alimentation, sur la dette extérieure et sur la solidarité internationale ont estimé que là où la crise financière mondiale a entraîné la perte de millions d'emplois, le transfert du poids de la dette privée vers les contribuables et des risques de régression en matière de droits de l'homme en raison des programmes d'austérité, la taxation des transactions financières (TTF) est un outil pragmatique pour fournir aux gouvernements les moyens de protéger et de réaliser les droits de l'homme de leur population²⁹.

45. Les États ne doivent pas seulement augmenter l'aide extérieure, ils doivent aussi améliorer son efficacité. La Déclaration et le Programme d'action d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés (PMA) pour la décennie 2011-2020 ont recommandé une amélioration de la qualité de l'aide, notamment par l'augmentation de l'aide publique au développement pour le secteur productif. À cet égard, l'engagement qui a été pris d'utiliser les systèmes nationaux comme première option pour les programmes d'aide à l'appui des activités gérées par le secteur public et de fournir aux gouvernements des pays les moins avancés des informations actualisées et transparentes sur les engagements et les décaissements annuels présente un intérêt tout particulier. Dans sa contribution, le Gouvernement grec a souligné l'importance d'adopter des systèmes de développement déterminés par la demande et non des formules universelles en matière de fourniture d'aide, afin que l'aide corresponde «aux besoins réels de la population visée». La Grèce a souligné l'importance d'aligner l'APD sur les politiques nationales de développement des pays bénéficiaires.

46. Comme le souligne le Consensus de Monterrey, la dette extérieure constitue également un obstacle important au financement du développement³⁰. Dans le projet de

²⁸ Documents de politique de sécurité sociale de l'OIT «Est-ce que les pays à faible revenu peuvent prendre en charge un niveau de base de sécurité sociale?»
www.ilo.org/public/english/protection/secsoc/downloads/policy/policy3f.pdf.

²⁹ Pour en savoir plus, voir à l'adresse suivante: www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=12150&LangID=E.

³⁰ Pour en savoir plus, voir à l'adresse suivante: www.un.org/esa/ffd/monterrey/MonterreyConsensus.pdf.

principes directeurs sur la dette extérieure et les droits de l'homme élaboré par l'expert indépendant chargé d'examiner les effets de la dette extérieure, la question de la dette extérieure est envisagée dans le cadre des droits de l'homme. Les principes directeurs soulignent le fait que le financement de la dette et son recouvrement devraient respecter les obligations des États en matière de droits de l'homme³¹. Selon la Commission des droits de l'homme, «l'exercice des droits fondamentaux de la population des pays débiteurs à l'alimentation, au logement, à l'habillement, à l'emploi, à l'éducation, aux services de santé et à un environnement salubre ne peut être subordonné à l'application de politiques d'ajustement structurel et de réformes économiques liées à la dette»³².

47. L'investissement étranger direct (IED) est également un aspect important du financement du développement. Les États et les entreprises devraient adopter une approche de l'IED fondée sur les droits de l'homme. Selon la Déclaration de l'Organisation internationale du Travail (OIT) sur les entreprises multilatérales et la politique sociale, l'IED devrait s'harmoniser avec les systèmes de production viables sur le plan social et environnemental et avec les priorités locales et nationales³³. Le projet de principes directeurs applicables aux études de l'impact des accords de commerce et d'investissement sur les droits de l'homme³⁴ et le cadre de référence «protéger, respecter et réparer» des Nations Unies fournissent l'un et l'autre des indications supplémentaires quant aux éléments relatifs aux droits de l'homme que les États et les entreprises devraient prendre en considération dans l'IED³⁵.

V. Conclusions et questions susceptibles d'être examinées

48. **Compte tenu des informations et analyses figurant dans le présent rapport, le Forum social 2012 voudra peut-être examiner les questions suivantes qui ont trait au développement et à la mondialisation axés sur l'être humain:**

- a) **Le cadre international des droits de l'homme, point d'ancrage du débat sur le développement et la mondialisation axés sur l'être humain;**
- b) **La promotion du droit au développement et l'élargissement du groupe de parties prenantes en encourageant une plus large participation de la société civile et des autres parties intéressées, comme le recommande le rapport du Forum social de 2011;**
- c) **Les alternatives au dogme dominant du développement économique et de la mondialisation déréglementée induite par le marché grâce au renforcement de la gouvernance, au développement participatif, à la gouvernance démocratique et à la participation des mouvements sociaux;**
- d) **Les problèmes découlant d'une conception du développement et de la mondialisation focalisés sur la croissance et leurs conséquences sur les droits fondamentaux, afin d'identifier les obstacles au développement et à la mondialisation axés sur l'être humain et d'envisager des réponses aux crises fondées sur des**

³¹ Pour en savoir plus, voir à l'adresse suivante: www.ohchr.org/EN/Issues/Development/IEDebt/Pages/CallComments.aspx.

³² Commission des droits de l'homme, résolution 2000/82, par. 6.

³³ Pour en savoir plus, voir www.ilo.org/public/liptoc/ilo/2001/101B09_34-fren.pdf.

³⁴ Pour en savoir plus, voir le Projet de principes directeurs applicables aux études de l'impact des accords de commerce et d'investissement sur les droits de l'homme: http://www2.ohchr.org/english/issues/food/docs/20110701Draft_Guiding_Principles_on_HRIA.pdf.

³⁵ Pour en savoir plus, voir A/HRC/17/31 Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme: mise en œuvre du cadre de référence «protéger, respecter et réparer» des Nations Unies.

initiatives de la société civile et sur des mesures adoptées aux niveaux local, national et mondial;

e) La participation de la population des pays en développement, des femmes, des enfants, des jeunes, des minorités, des peuples autochtones, des migrants et des autres groupes vulnérables aux processus de prise de décisions en lien avec le développement et la mondialisation;

f) Les bonnes pratiques de développement axé sur l'être humain des gouvernements, du secteur privé, de la société civile, des mouvements sociaux et des individus;

g) L'instauration d'un dialogue entre les institutions du système des Nations Unies pour favoriser une compréhension commune et la cohérence des mesures dans le cadre du partenariat mondial afin de réaliser le développement axé sur l'être humain et fondé sur les droits de l'homme;

h) Le rôle de la coopération, de la solidarité, du droit international et des responsabilités partagées dans la création d'un environnement mondial propice au développement; et

i) Les solutions novatrices de financement du développement envisagées sous l'angle des droits de l'homme.
